

Vannes, le 22/07/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 04/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BRETAGNE CHIMIE FINE**

Boisel

56140 PLEUCADEUC

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement BRETAGNE CHIMIE FINE implanté Boisel 56140 PLEUCADEUC. L'inspection a été annoncée le 05/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

PPC 2025 sur la thématique de la recherche de substances dangereuses dans l'eau

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRETAGNE CHIMIE FINE
- Boisel 56140 PLEUCADEUC
- Code AIOT : 0055602485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

BCF est spécialisé dans l'extraction d'acides aminés naturels, cystine et tyrosine, à partir de plumes de volailles pour des applications dans l'industrie pharmaceutique (compléments alimentaires), la nutrition infantile ainsi que la nutrition santé animale et végétale.

**Thèmes de l'inspection :** Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Établissement bien tenu.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	pollution des eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	pollution des eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	pollution de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 5.3.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/10/2023, article 5.1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

BCF doit indiquer concernant le RSDE si :

- vis-à-vis de la liste de l'article 32- 3 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; ses rejets sont au-delà des seuils de flux imposant le respect de la VLE associée (en effectuant de nouvelles recherches ou bien en utilisant les recherches effectuées lors du RSDE si celles-ci sont toujours représentatives des rejets actuels).  
et si une VLE s'applique, BCF devra faire un suivi régulier de la substance pour vérifier son respect (selon le rythme de contrôles prévu à l'article 60 de ce même arrêté en cas de flux important ou selon un rythme à proposer si le flux imposant une fréquence spécifique de suivi n'est pas dépassé) ;

- concernant la liste de l'article 32-4 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié; même démarche, mais ne s'agissant pas de substances "spécifiques des activités industrielles", elles ne se retrouvent pas systématiquement dans les rejets aqueux de toutes les ICPE. Il est donc de la responsabilité de BCF d'apprécier le moyen le plus approprié pour définir les substances qui le concernent (en terme de suivi et de VLE applicables).

Le second point de contrôle aval de l'état écologique de la Claie ne respecte pas l'APC du 23/09/2024

L'inspection est en attente de la convention de fourniture d'eau régissant les règles de prélèvement sur le réseau public d'eau potable entre l'exploitant et Eau du Morbihan, mentionnant le volume maximal prélevé annuellement et quotidiennement, voire horaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : pollution des eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, substances caractéristiques des activités industrielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes : .... tableau voir ref réglementaire.... (1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.
<b>Constats :</b> Le contrôle du zinc est effectué sur une fréquence annuelle Le contrôle de l'acide monochloroacétique est fait tous les semestres. Le contrôle effectué le 23/04/2024 indique un flux de 476,9 g/j et une concentration de 1.13mg/l soit un dépassement de la VLE du zinc qui est de 0.8 mg/l lorsque le rejet dépasse 20 g/j.  le contrôle effectué le 18/06/2025 indique une concentration de 0.786 mg/l soit un respect de la VLE du zinc. Il est cependant nécessaire de connaître le flux pour modifier si besoin la périodicité de contrôle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les contrôles des substances de la liste de l'article 32-3 seront à revoir si besoin en effectuant des nouvelles recherches ou bien en utilisant les recherches effectuées lors du RSDE si celles-ci sont toujours représentatives des rejets actuels.  Faire un état des lieux afin de s'assurer du respect des VLE vis à vis des substances recherchées dans l'article 32-3 de l'AM du 02/02/1998 modifié.  Mettre en place les mesures afin de diminuer la concentration en Zinc de l'effluent et respecter la norme de 0.8 mg/l, remarque valable à la suite du contrôle de 2024. Sans objet pour celui du 18/06/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective.
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : pollution des eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autres substances dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : ...Tableau ref réglementaire... (1) Le DDT total comprend la somme des isomères suivants : 1,1,1-trichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 50-29-3) ; 1,1,1-trichloro-2 (o-chlorophényl)-2-(p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 789-02-6) ; 1,1 dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthylène (numéro CAS 72-55-9) ; et 1,1-dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 72-54-8).

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b> BCF lors de l'inspection ne peut démontrer le respect de cet article.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Concernant la liste des substances présentes dans l'article 32.4, de l'arrêté du 02/02/1998 modifié, BCF doit définir les substances qui le concerne et effectuer les recherches nécessaires ou bien utiliser les recherches du RSDE si les analyses effectuées à cette époque sont représentatives des rejets actuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective.
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquences de suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.</p> <p>1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas, le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>....tableau ref réglementaire....</p> <p>« Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO5 (1), MES, azote global et phosphore total. Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le zinc, l'analyse effectuée en avril 2024 révèle une mesure de flux de 476.9 g/j</p> <p>Pour ce paramètre, au dessus de 200g/j et en deçà de 500 g/j, la périodicité du contrôle du zinc aurait dû devenir trimestrielle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des résultats du contrôle effectué en 2025 et suivant le flux du zinc, le suivi devra être adapté à l'article 60 de l'AM du 02/02/1998 modifié.</p> <p>Idem pour toutes les substances présentes dans les articles 32.3 et 32.4 de l'am du 02/02/1998 modifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : protection des ressources en eaux et des milieu aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2023, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception , l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations pour notamment, utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable. Les niveaux de prélèvement dans les eaux souterraines et superficielles prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R.211-71 du Code de l'Environnement, afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications journalières est porté sur un registre et transmis mensuellement à l'inspection sur l'application GIDAF avant le 20 du mois suivant. Pour les raccordements au réseau public ou sur forage en nappe, les ouvrages doivent être équipés d'un disconnecteur. Réseau d'alimentation en eau potable Le site est alimenté par le réseau d'adduction publique de la commune de PLEUCADEUC dans les conditions suivantes : 10 m <sup>3</sup> /h - 240 m3/jour - 80 000 m3/an L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, une copie de la convention de fourniture d'eau régissant les règles de prélèvement sur le réseau public d'eau potable entre l'exploitant et Eau du Morbihan, mentionnant le volume maximal prélevé annuellement et quotidiennement, voire horaire. Ré-use Après traitement dans la station de pré-traitement du site, l'eau est utilisée pour les utilités suivantes du site : Tours aéro-réfrigérantes - Chaudières - refroidissement ou lavage process. Les eaux ré-use bénéficient d'un abattement épuratoire de 98% sur le paramètre NTK et 97 % sur le paramètre DCO minimum du flux entrant en sortie du traitement par osmose inverse, excepté pour le sel (< 80 mg/l en chlorures).
<b>Constats :</b> Depuis le 1er janvier 2025, la consommation d'eau des forages est de : 104707 m3 La consommation d'eau du réseau public est de : 2069 m3 Depuis mars 2025, 14705 m3 d'eau de REUT ont été utilisés au niveau des TAR de l'installation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : protection des ressources en eaux et des milieu aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 5.3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures de réduction et de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour se conformer aux recommandations édictées au chapitre 5 - « Conclusions et mesures de réduction et de suivi » en annexe 4 de l'étude d'acceptabilité milieu du porte à connaissance transmis.  Notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- La maîtrise des apports des rejets industriels de BCF LS réguliers et sans variations journalières ; A une fréquence de mesure annuelle sur 3 ans</li><li>- Une mesure de conductivité en continu installée en sortie des bassins tampons de BCF LS ;</li><li>- La mise en place d'un suivi des peuplements de macro-invertébrés de la Claie (I2M2) en amont et aval du point de rejet de la STEP de PLEUCADEUC ;</li><li>- En amont : 1 nouvelle station de suivi entre la station numérotée 04199078 à Bohal et le point de rejet de la STEP de PLEUCADEUC ;</li><li>- En amont : 2 nouvelles stations de suivi :</li><li>- Au point de rejet de la STEP ;</li><li>- A environ 5.5 km en aval du point de rejet, au niveau de la prise d'eau de Bellée.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les résultats du suivi en amont et en aval du rejet de la station de PLEUCADEUC en 2024 ont été fournis à l'inspection. Les conclusions indiquent une qualité bonne à très bonne de l'état écologique de la Claie. Cependant, il s'avère que le second point de surveillance en aval se trouve sur un bras de la Claie à un endroit où la Claie compte deux bras. Ce qui peut fausser les résultats. De plus, ce second point de contrôle n'est pas situé à 5.5 kilomètres du point de rejet comme demandé dans l'AP du 13 septembre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le deuxième point de contrôle en aval doit être à un endroit plus éloigné du point de rejet de la station de PLEUCADEUC, au niveau de la prise d'eau de Bellée tel que prévu par l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois